

© istockphoto

Les priorités du **CESE** durant la **présidence lettone**



Janvier – juin 2015
2^e édition

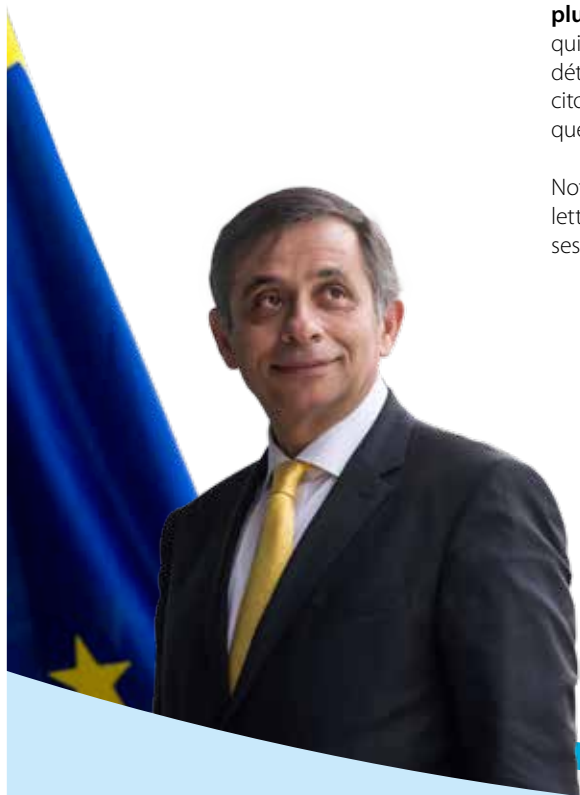


Comité économique et social européen

Le mot du Président

Alors que le Parlement européen vient d'être renouvelé et que la Commission européenne dispose d'une nouvelle équipe, le Comité économique et social européen progresse dans la continuité en tant que partenaire engagé auprès de la présidence lettone. Représentant de la société civile européenne, notre Comité s'est vu dernièrement confirmer **son rôle clé dans le renforcement d'une Union européenne plus démocratique** par le Parlement européen qui a reconnu, dans son rapport, son action déterminante pour le succès des initiatives citoyennes européennes. Et c'est sur cette voie que nous souhaitons avancer.

Notre Comité est aux côtés de la présidence lettone pour aider l'Europe à relever, au nom de ses citoyens, les défis de demain, à savoir:





- **le défi de la croissance, source de création d'emplois:** la politique industrielle et la politique énergétique doivent être au cœur de l'action européenne pour les cinq années à venir si nous souhaitons, non seulement ancrer la création d'emplois dans nos territoires, mais aussi maîtriser notre destin au regard des événements récents;
- **le défi de l'ère numérique:** au regard des opportunités de croissance actuelles et à venir, mais également de l'ensemble de ses incidences sur les autres secteurs, l'Europe doit demeurer en première ligne et s'assurer de ne négliger aucune de ses régions;
- **le défi de la mondialisation:** si elle veut être acteur sur l'échiquier mondial, l'Europe doit être présente aux grands rendez-vous à venir pour faire entendre sa voix et défendre ses intérêts économiques dans le cadre du projet de Traité transatlantique, relancer une réelle politique africaine (laquelle a eu tendance à s'éroder) et renforcer son partenariat avec les pays méditerranéens – l'immigration en Méditerranée et les drames quotidiens qui s'y déroulent appellent sans attendre une réponse collective et globale de l'Union européenne, alors que l'Europe paie actuellement le prix de l'absence d'une politique commune de l'immigration et d'un véritable système d'asile commun;

- **le défi du changement climatique:** l'Europe doit être en première ligne des grands rendez-vous et, notamment, assurer un rôle de chef de file dans la préparation de la COP21 à Paris en 2015.

Pour mener à bien ces ambitions, l'Union européenne doit avancer avec tous les Européens dans le cadre d'un processus démocratique renforcé qui permette à l'action européenne de répondre aux attentes des citoyens sur le terrain. Notre Comité a cette vocation et cet engagement. Ces derniers mois, nous sommes allés encore plus loin, en réexaminant notre fonctionnement et en instaurant de nouveaux mécanismes, comme les études menées par nos observatoires pour mesurer l'incidence réelle des directives, cela pour mieux faire entendre la voix de la société civile européenne.

Les six mois à venir, qui seront portés par la présidence lettone, revêtent une importance capitale car ils représentent une occasion de prouver que l'Europe se situe dans une nouvelle dynamique qui la rapprochera des Européens.

*Henri Malosse
Président du CESE*

Le CESE – un partenaire engagé auprès de la société civile lettone

Le Comité économique et social européen a commencé à tisser des relations privilégiées avec la société civile lettone bien avant l'adhésion de ce pays à l'Union européenne en 2004. Il a ainsi activement participé à la préparation de la Lettonie tout au long du processus d'adhésion, notamment au travers d'un dialogue riche et permanent avec les représentants économiques et sociaux du pays.

En novembre 2014, à Riga, M. Henri Malosse, Président du CESE, a longuement échangé avec M. Andris Bērziņš, le Président letton, autour de la préparation de la présidence lettone et des avis que comptait demander la Lettonie au Comité dans le cadre de ses priorités. Lors de ses nombreuses rencontres politiques, notamment avec Mme Laimdota Straujuma, Première ministre lettone, et avec Mme Ināra Mūrniece, Présidente du parlement letton, l'accent a également été mis

sur l'importance du dialogue avec la société civile et le besoin croissant de démocratie participative en Europe. Le Président Malosse a pu constater par ailleurs que l'ensemble de la société civile lettone – syndicats, organisations patronales, organisations non gouvernementales, etc. – plébiscitait le CESE pour mieux se faire entendre à Bruxelles, mais également pour être mieux informé de l'actualité de l'UE.

Plus directement, des liens ont été également tissés avec des élus locaux, comme le maire de Jelgava – ville de 63 000 habitants – récompensé par le prix de l'élu le plus favorable aux entreprises, ou encore avec les étudiants de l'Université technique de Riga avec lesquels le Président Malosse a échangé au sujet de l'indispensable adéquation entre formation et besoins du marché du travail dans le domaine des sciences et des nouvelles technologies.

*A partir de la gauche: Henri Malosse, Président du CESE,
Andris Bērziņš, Président de la Lettonie*



Les membres lettons du CESE



ĀBELTIŅA Ariadna

Groupe II – Travailleurs

Coordinatrice des relations extérieures de la Confédération des syndicats libres de Lettonie (LBAS)

international@lbas.lv

ariadna.abeltina@lbas.lv



KRAUZE Armands

Groupe III – Activités diverses

Vice-président du directoire du Conseil de coopération des organisations d'agriculteurs (LOSP) de Lettonie

krauze@strops.lv



ANČA Gunta

Groupe III – Activités diverses

Présidente du conseil d'administration de Sustento, organe de coordination des organisations lettones de personnes handicapées

gunta.anca@sustento.lv



KRĪGERS Pēteris

Groupe II – Travailleurs

Président de la Confédération des syndicats libres de Lettonie (LBAS)

peteris.krigers@inbox.lv

krigers@lbas.lv



GAVRILOVS Vitālijs

Groupe I – Employeurs

Président de la Confédération des employeurs de Lettonie (LDDK), coprésident du Conseil de coopération nationale tripartite, vice-président de BusinessEurope (Confédération des industries européennes) et investisseur privé

vs.gavrilovs@gmail.com

lddk@lddk.lv



STRAUTMANIS Gundars

Groupe I – Employeurs

Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Lettonie (LTRK)

Gundars.Strautmanis@lattelecom.lv



GOBIŅŠ Andris

Groupe III – Activités diverses

Président du Mouvement européen de Lettonie

gobins@web.de

info@eiropaskustiba.lv

Faire entendre la voix de la société civile européenne auprès de la présidence lettone



- En cette période où la crise économique a mis à mal des années de progrès social et économique et où la pauvreté et l'exclusion sociale augmentent, le Comité économique et social européen veut mettre l'accent sur la manière de soutenir et de développer le **modèle social européen**, en insistant tout particulièrement sur les **investissements sociaux** en tant que facteur productif. **L'aspect humain** doit se trouver au cœur de toute innovation, dans le but de trouver le juste équilibre entre les préoccupations économiques, sociales et environnementales.
- Pour remettre l'UE sur la voie de la croissance, le Comité entend également contribuer activement au déploiement du programme du Président Juncker en faveur **des emplois, de la croissance, de l'équité et du changement démocratique**, en insistant tout particulièrement sur les priorités liées à la mise en œuvre de l'ambitieux paquet de mesures relatives à l'investissement et sur **l'approfondissement et l'achèvement de l'Union économique et monétaire européenne**.
- Le CESE poursuivra ses travaux sur les zones urbaines afin de créer **une pratique européenne commune en matière de développement urbain** qui contribuera à stimuler la croissance économique de



manière durable. Dans le même temps, le CESE participera activement à la promotion des **stratégies macro-régionales** existantes et futures, telles que l'EUSAIR (région adriatique-ionienne) et l'EUSALP (région alpine).

- Les **questions concernant les consommateurs** feront également partie des priorités du Comité, qui accordera une attention spécifique aux nouvelles formes de consommation telles que la consommation collaborative et l'économie du partage. À partir de ses travaux sur **l'obsolescence programmée**, le Comité lancera une étude sur la manière dont une meilleure information sur l'espérance de vie des produits pourrait influencer le comportement des consommateurs, permettant aux fabricants d'adapter leur production aux demandes de ceux-ci. La Journée européenne du consommateur aura lieu comme d'habitude au cours de ce semestre.
- Le Comité va également poursuivre ses travaux prioritaires sur la **politique des transports et de l'aviation civile**, en particulier sur la capacité des aéroports et le ciel intégré. Concernant les questions de **l'énergie**, le Comité va promouvoir un **Dialogue européen sur l'énergie (DEE)** et organiser une conférence macro-régionale associant plusieurs États membres limitrophes. Dans le domaine de la **stratégie numérique**, une attention spécifique sera consacrée aux **grands volumes de données et à la protection des utilisateurs** ainsi qu'à l'**écologisation de la croissance informatique**.
- Au sujet du **changement climatique**, les liens importants de celui-ci avec l'agriculture et la sylviculture seront examinés dans un avis exploratoire à la demande de la présidence lettone et la position du Comité pour la **COP21** qui se tiendra à **Paris** sera définie en tenant compte de la société civile extérieure à l'UE. Les travaux sur le **programme pour l'après 2015 des objectifs de développement durable** se poursuivront et le CESE jouera également un rôle actif dans **l'exposition intitulée «Nourrir la planète – Énergie pour la vie» qui se tiendra à Milan en 2015**.
- Au cours du prochain semestre, le CESE continuera à mettre l'accent sur la **politique de voisinage** l'immigration, l'emploi des jeunes et la poursuite de l'intégration de la société civile dans les pays du Sud restant une priorité des activités d'**Euromed**. Le Comité va également publier un avis sur la **stratégie UE-Asie centrale** à la demande de la présidence lettone et continuera ses travaux prioritaires sur les **objectifs de développement d'après 2015** et sur le suivi des **négociations commerciales de l'UE**, notamment les **négociations sur le PTCI** et en particulier la discussion thématique sur le **règlement des différends entre les investisseurs**.

La responsabilité collective au cœur de la présidence lettone du Conseil de l'Union européenne

À partir du 1^{er} janvier 2015, la Lettonie assumera la présidence du Conseil de l'Union européenne pour la première fois de son histoire. Notre pays est honoré de se consacrer à cette tâche de modération des travaux accomplis par les États membres et de coordination avec d'autres institutions de l'UE afin d'obtenir les meilleurs accords possibles. L'Union européenne est aujourd'hui confrontée à des défis complexes: la population s'inquiète au sujet de l'emploi et de la croissance et nous devons faire face à une situation géopolitique difficile qui exerce une pression supplémentaire sur l'action européenne. Nous mettrons notre présidence à profit pour tenter de répondre aux préoccupations internes et externes, de manière à contribuer à consolider la reprise économique et la croissance.

La Lettonie a défini trois priorités pour sa présidence: «une Europe compétitive» en faveur de la croissance et de l'emploi, «une Europe numérique», permettant de saisir les possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication, et «une Europe engagée», pour s'attaquer aux problèmes qui se posent à la communauté internationale.

La présidence lettone s'efforcera de travailler en étroite coopération avec le Comité économique et social européen au-delà des questions relatives à une Europe compétitive et à une Europe numérique. Nous pensons également qu'il est fondamental de coopérer sur les questions de la participation de la société civile aux processus décisionnels, ainsi que sur les moyens de réduire les écarts et de rapprocher les institutions de l'UE des citoyens européens. Pour ce faire, nous projetons de donner un nouveau souffle à la stratégie Europe 2020. Nous souhaitons aussi nouer le dialogue avec les citoyens en dehors de l'UE, en plaçant les contacts interpersonnels au cœur de notre coopération avec les pays du partenariat oriental et d'Asie centrale.

Pour améliorer la compétitivité de l'Union européenne, il est essentiel de faciliter les investissements et de renforcer le marché unique. Une Europe compétitive pourra devenir une réalité grâce à des investissements ciblés et à la poursuite des réformes de politique économique. Nous devons également créer un marché du travail inclusif et durable, de sorte que la croissance économique se traduise par davantage d'emplois et des salaires plus élevés. Notre présidence est donc axée sur l'emploi et la croissance économique, sans oublier pour autant la réduction de la dépendance énergétique, l'évolution vers une politique climatique stable et des actions claires visant à stimuler la compétitivité industrielle.



La priorité concernant une Europe numérique est une autre piste à suivre pour la création de nouveaux emplois et la croissance dans l'Union européenne. La première étape consiste à développer la confiance entre les prestataires de services et les consommateurs, et à supprimer les barrières aux échanges et aux services transfrontaliers. La présidence travaillera sur le paquet «protection des données» et sur les moyens d'exploiter les possibilités numériques offertes par les infrastructures existantes au sein de l'UE. Il est tout aussi important de renforcer les compétences numériques, de manière à offrir au plus grand nombre possible de personnes l'accès aux technologies modernes d'information et de communication. La présidence lettone entend stimuler le dialogue sur l'administration en ligne pour une plus grande participation de tous et une transparence accrue au sein des administrations publiques.

Nous vivons à une époque où la prospérité et la croissance ne peuvent être considérées comme acquises. L'UE doit oser changer et se transformer, toujours avec la participation des citoyens. Nous allons travailler main dans la main avec le Comité économique et social européen pour offrir une meilleure Europe à nos citoyens.

Laimdota Straujuma
Première ministre de la République de Lettonie



EU2015.LV

Informations générales sur la Lettonie



Source: Ministère letton du développement régional



Dénomination officielle	République de Lettonie
Capitale	Rīga
Superficie¹	64 480 km ²
Autres villes importantes	Daugavpils, Liepāja, Jelgava, Ventspils
Langue officielle	letton
Monnaie	Euro
Population (estimation en juillet 2014)²	2 165 165
PIB per capita en PPS (UE28 = 100) (1^{er} juin 2014)³	67
PIB à prix courants, en millions d'euros (en 2013)⁴	23 000
Taux de chômage en juillet 2014⁵	Total: 10,8%
Taux de chômage des 15-24 ans⁶ (3^e trimestre 2013)	23,9%
Religions	luthérienne, catholique romaine, orthodoxe orientale, autre
Espérance de vie (estimation en 2014)⁷	Population globale: 73,44 ans Hommes: 68,41 ans Femmes: 78,75 ans
Principales exportations en 2012⁸	1) Bois et articles dérivés du bois (15%) 2) Métaux communs et ouvrages en ces métaux (14%) 3) Machines et équipements mécaniques; équipement électrique (14%)
Principales importations en 2012⁹	1) Machines et équipements mécaniques; équipement électrique (18%) 2) Produits minéraux (18%) 3) Autres marchandises (12%)

1 Index.Mundi, Superficie de la Lettonie, 2014, <http://www.indexmundi.com/facts/latvia/surface-area>.

2 Index.Mundi, Profil démographique de la Lettonie, 2014, http://www.indexmundi.com/latvia/demographics_profile.html.

3 Commission européenne, EUROSTAT, données du 1^{er} juin 2014, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=fr&pcode=tec00114>.

4 PIB à prix courants actuels, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/File:GDP_at_current_market_prices_2002-03_and_2011-13_YB14-fr.png.

5 Statistiques relatives au chômage: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Unemployment_statistics.

6 Commission européenne, EUROSTAT, chômage des jeunes, 2013Q4, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/File:Youth_unemployment_2013Q4_\(%25\).png](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/File:Youth_unemployment_2013Q4_(%25).png).

7 Index.Mundi, Profil démographique de la Lettonie, 2014, http://www.indexmundi.com/latvia/demographics_profile.html.

8 Agence d'investissement et de développement de la Lettonie (LIAA), Statistiques sur le commerce extérieur en 2012, <http://www.liaa.gov.lv/trade/foreign-trade-statistics>.

9 Agence d'investissement et de développement de la Lettonie (LIAA), statistiques sur le commerce extérieur en 2012, <http://www.liaa.gov.lv/trade/foreign-trade-statistics>.



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2015-19-FR

www.eesc.europa.eu



© Union européenne, 2015
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source



Print:
QE-02-15-279-FR-C
ISBN 978-92-830-2747-8
doi:10.2864/897343

Online:
QE-02-15-279-FR-N
ISBN 978-92-830-2751-5
doi:10.2864/376098

FR